

L'accord d'association et zone de libre échange Algérie-union européenne (2005-2017) : référents et effets théoriques attendus ?

*Par : Abdelmadjid AIT HABOUCHE¹
Ouahiba MIHOUB²*

Résumé

Les interrogations sur l'accord d'association et la zone de libre échange à établir entre l'Algérie et l'Union européenne sur la période 2005-2017, sont d'emblée des interrogations sur l'évaluation des effets et des impacts sur l'activité des agents économiques (Entreprises, Consommateurs, Etat).....bref sur l'économie dans son ensemble en termes de budget, de commerce extérieur, de consommation, d'investissement, de production et d'emploi.

Toutefois, avant d'essayer d'approcher l'évaluation et l'appréciation de ces effets potentiels, des avantages et des coûts qui en découlent (III), il est nécessaire de revenir sur le contenu de l'accord (I) et les référents théoriques (II) de cet instrument de politique commerciale voire de politique économique qu'est l'accord d'association.

Mots clés : Algérie, Union européenne, accord d'association, intégration régionale, zone de libre échange, création et détournement de commerce.

¹ Professeur, Université d'Oran- Algérie

² Maître de Conférences, Université d'Oran- Algérie

L'accord peut être considéré comme un instrument de politique commerciale puisqu'il porte essentiellement sur la question de la libéralisation des échanges entre l'Algérie et l'Union européenne et de son corollaire le démantèlement progressif des barrières douanières¹.

Et là, nous ouvrons une parenthèse pour rappeler que les barrières tarifaires ne sont pas les seules qui conditionnent la fluidité des échanges, dans la mesure où il existe également de nombreuses et indéfinies barrières non tarifaires qui seraient peut être plus déterminantes encore pour une économie en développement à l'exemple de la bureaucratie commerciale, le niveau d'organisation de la logistique commerciale, les normes sanitaires... qui sont des facteurs qui conditionnent le rythme et le volume des échanges et qu'il est difficile d'identifier et d'évaluer.

I- L'accord d'association entre l'Algérie et l'union européenne : quelques clés de lecture.

Cet accord d'association consacre l'établissement d'une zone de libre échange (ZLE) entre l'Algérie et l'UE grâce à un démantèlement tarifaire progressif sur les produits industriels en provenance de la communauté européenne dans une première étape sur une période de 12 ans (2005-2017); l'objectif ultime étant la libre circulation des marchandises.

Il s'explique par le caractère naturel de l'espace de l'échange induit par la proximité géographique et l'importance du volume des échanges qui représente jusque là. Une moyenne de 55 à 60% de notre commerce extérieur.

1-1 : L'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne : contenu et Calendrier du démantèlement tarifaire.

L'Algérie a donné le 13 octobre 1993, son accord de principe d'établissement de la zone de libre échange avec l'Union européenne.

¹ L'essentiel du texte de l'accord est centré sur les barrières tarifaires.

Cette disposition de la part de l'Algérie dénote sa volonté de ne plus se contenter de l'accord de 1976 et d'inscrire cette coopération dans le cadre d'un partenariat renoué. Ainsi un accord d'association¹ a été signé le 22 avril 2002 et approuvé par l'assemblée nationale le 26 Avril 2005 après un vote favorable de la majorité des parlements européens. Il est entré en application le 01 septembre 2005.

Cet accord d'association qui découle du processus de Barcelone (1995) contrairement à l'accord de coopération de 1976, est basé sur la réciprocité, en d'autres termes les produits industriels européens seraient exportés vers l'Algérie en franchise de douane. C'est pour cette raison, que les européens demandent un démantèlement tarifaire et la suppression de la valeur administrée², bien que les mesures compensatoires soient négociables.

Aussi, un régime particulier est prévu pour le textile et l'habillement et ce en vertu même des accords de l'OMC auxquels a adhéré l'UE. Autre secteur spécifique : l'agriculture dont l'Algérie n'est pas un grand exportateur ne sera concernée par la libéralisation que cinq années après l'entrée en vigueur de l'accord. Pendant douze ans, cet accord est susceptible d'être soumis à des adaptations pour prendre des mesures de sauvegarde et encourager l'entreprise algérienne à s'insérer dans le nouveau contexte.

Etant donné que cet accord d'association a un volet commercial important, le démantèlement progressif des barrières douanières devant mener à la constitution de la zone de libre échange tient une place

¹ Il comprend un préambule de 110 articles répartis en neuf (09) titres, se rapportant aux trois grands volets : politiques et sécuritaires, économiques et financière, sociaux et humains, six (06) annexes et sept (07) et sur protocoles. Le document de référence¹, de 349 pages peut être consulté sur le site du ministère du commerce algérien et sur le site de la commission européenne.

² La valeur administrée comme instrument de politique commerciale a été supprimée en 2000.

primordiale. On peut résumer ainsi dans le calendrier du démantèlement¹ tarifaire progressif prévu de 2005 à 2017 :

- Depuis septembre 2005, le démantèlement a concerné les matières premières (article 9-1). Celles-ci représentent en moyenne 23 % de nos importations de matières premières en provenance de l'Union européenne (Annexe 2).

- De septembre 2007 à septembre 2012, le démantèlement concerne les biens d'équipements (article 9-2). En effet, graduellement sur cinq ans soit deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord, chaque droit et taxe diminue de 10% par an à partir de 80% du droit de base. Ce démantèlement concernera 53% de nos importations en biens d'équipements en provenance de l'UE (Annexe 3).

- De septembre 2007 à septembre 2017, le démantèlement concernera les produits finis. Aussi, deux ans après l'entrée en vigueur de l'accord et sur une période de dix ans, chaque droit et taxe diminueront de 10% par an sur les produits finis à partir de 90% du droit de base. Cela concerne environ 25% de nos importations de biens finis en provenance de l'Union européenne (autres que les produits des Annexes 2 et 3 de l'accord).

En ce qui concerne les produits agricoles, les produits de la pêche et les produits agricoles transformés, l'Algérie et l'Union européenne se sont accordé des concessions mutuelles substantielles relevant des chapitres 1 à 24 de la nomenclature combinée et du tarif douanier algérien.

Ces concessions sont également accordées aux produits de l'annexe 1 et sont appliqués depuis l'entrée en vigueur de l'accord. A partir du premier septembre 2005, les partenaires de l'accord examinent la

¹ MPMEA (2005): « accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, ce que vous devez savoir » voir bibliographie générale de l'étude.

situation de leurs échanges et fixerons à partir de 2013 les mesures de libéralisation à appliquer (article 15-1).

1-2 : Les notions de produits "originaires" et les règles du cumul : deux aspects qui conditionnent désormais, le commerce régional entre l'Algérie et la communauté européenne.

L'accord d'association entre l'Algérie et la Communauté dans ses articles 6, 7, 8 et 14, définissent les notions de produits originaires et les règles de cumul qui conditionnent la nature des échanges entre les partenaires¹.

✓ **Que signifie le produit originaire ?**

L'accord distingue entre le produit fabriqué entièrement dans un seul pays, "marchandises entièrement obtenues" et le produit réalisé dans plusieurs pays. Le protocole 6 de l'accord considère les produits originaires de l'Algérie et/ou de la communauté :

- Les produits entièrement obtenus (article 6)
 - Les produits minéraux extraits de leurs sols ou de leurs fonds de mer (pétrole, gaz, minerais)
 - Les produits du règne végétal qui y sont récoltés (fruits et légumes)
 - Les produits provenant d'animaux vivants qui y sont nés ou élevés
 - Les produits de la chasse et de la pêche qui y sont pratiqués
 - Les produits de la pêche maritime tirés des mers en dehors de leurs eaux territoriales.

¹ Il faut noter que la décision N° 2/2007 du conseil d'association UE-DZ du 16 octobre 2007, modifie le protocole dans ses aspects relatifs à la définition des produits originaires, des règles de cumul et aux méthodes de coopération administratives. Au sens de cette décision, la fabrication définit toute ouvraison ou transformation y compris l'assemblage et les transformations spécifiques. La notion de marchandise inclut les matières et les produits

- Les produits fabriqués à bord d leur navire usine
- Les articles usagés ne pouvant servir qu'à la récupération des matières premières y compris les pneumatiques ou déchets
- Les déchets manufacturés
- Les marchandises qui sont fabriqués exclusivement à partir des produits visés au point 1-10

- Les produits entièrement obtenus ou transformés (article 17)

Dans ce cas, on distingue les transformations suffisantes (article 7) et les transformations insuffisantes (article 8). L'accord définit les transformations insuffisantes par :

- Les manipulations destinées à assumer la conservation des produits pendant leur transport et stockage
- Les opérations de dépoussiérage, de criblage, de tirage, de classement, d'assortiment, de lavage, de peinture et de découpage.
- Les changements d'emballage, la mise en bouteille, en sacs, en flacons, en étuis, en boîtes sur planchette
- Les opérations de conditionnement.
- Le simple mélange de produits
- La simple réunion de parties (assemblage) pour constituer un produit complet.
- L'abattage d'animaux

✓ **Les règles du cumul : de quoi s'agit-il ?**

Afin d'encourager le commerce entre les pays partenaires de la ZLE, l'accord prévoit d'inclure l'utilisation des matériaux et des produits originaires des pays partenaires. On distingue :

Le cumul bilatéral : a ce titre les matières premières ou les inputs d'origine européenne utilisé dans la fabrication d'un produit en Algérie sont pris en considération et confère la nature d'origine au produit algérien ainsi retenu.

Le cumul horizontal avec les pays du Maghreb (Maroc et Tunisie) : les matières premières et input originaires du Maroc et /ou la Tunisie sont considérés comme des matières originaires de la Communauté ou de l'Algérie et ce quelque soit le degré de transformation.

Ces dispositions ne sont applicables que si les échanges effectués entre l'UE, l'Algérie, la Tunisie ou le Maroc sont régis par les mêmes règles d'origine. Cet aspect de l'accord peut être incitatif à un développement du commerce intra- maghrébin qui est extrêmement faible actuellement (2 à 3% en 2007).

Par ailleurs, dans le domaine du transport de marchandises, il faut relever l'existence d'un régime préférentiel applicable aux produits et marchandises transportés directement entre l'UE et l'Algérie ou en empruntant les territoires de la Tunisie et du Maroc. Les autres itinéraires de transport sont bien entendu permis à condition que le transbordement ou entroposage effectué dans les pays de transit ne subissent comme opération que celle de déchargement et /ou de rechargement.

✓ **Comment prouver l'origine du produit à l'échange ?**

La preuve d'origine (article 17) valable pour 4 mois, doit être apportée par un certificat de circulation des marchandises (EUR, annexe 3 du protocole). Ce certificat, constitue le document justificatif du caractère originaire des produits. Il est délivré par les autorités douanières (article 18 à 22) du Pays d'exportation sur demande écrite de l'exportateur. Ce certificat (EUR) est exigé pour toute opération d'exportation (article 23), sauf :

- Lorsque la valeur de l'exportation n'excède pas 6000 euros
- Lorsque l'exportateur est de type "agrée ", c'est-à-dire lorsqu'il effectue fréquemment des exportations couvertes par l'accord et offre toutes les garanties pour contrôler le caractère d'origine du produit.

1-3 : Sur les restrictions quantitatives, que prévoit l'accord ?

L'accord prévoit d'éliminer toutes les restrictions quantitatives pour certains produits et les réduire graduellement pour d'autres produits et ce, dans la limite des contingents tarifaires fixés. Le principe du "premier arrivé, premier servi" est utilisé pour gérer les préférences tarifaires des contingents à l'importation. A titre d'exemple, si le contingent d'importation de pommes de terre est fixé à 45.000 tonnes, la réduction du droit de douanes est de 100% du droit de base dans la limite de ce contingent annuelle. Le reste des importations de pomme de terre sera dédouané au taux en vigueur de 5%.

On tient à souligner que ce système n'est pas parfait à l'écoute de certains échos d'opérateurs qui voient des imperfections matérielles dans l'application de ce dispositif¹.

II- l'accord d'association, zone de libre échange Algérie- UE : quels référents théoriques

Théoriquement, l'analyse de cette question d'impact de cet accord de libre échange est une question de théorie du commerce international. Par conséquent, c'est à cette théorie qu'il faut se référer pour comprendre les déterminants et les conséquences d'un tel processus. Un éclairage théorique nous permet d'identifier les concepts clés et les problématiques engendrées.

¹ Voir débat lors des journées d'étude sur l'accord d'association Algérie- UE, ADPME, Université d'Oran, juin 2006.

La nombreuse littérature qui fait la synthèse sur la question (Krugman (1991), Siroën (2004), Hugon (2005), Rainelli (2005))¹, développe les notions d'intégration régionale, d'aire d'intégration régionale (AIR), d'accord commercial régional (ACR)), de "protectionnisme éducateur ", de protection effective.....bref des concepts explicatifs de la nouvelle théorie du commerce international.

Pour nous résumer, nous distinguons trois objets théoriques d'étude susceptibles d'éclairer les problématiques :

- la théorie des unions douanières et des échanges commerciaux développé par Viner (1955) et soumise aux compléments des analyses de De Melo... (1997), Krugman (1998, 2000).

- La théorie des zones monétaires optimales, Mendell (1967), Bayoumi (1997).

- La théorie du fédéralisme fiscal, Oates (1972), King (1984)

Bien entendu, en ce qui nous concerne, nous situons notre problématique dans le premier objet. En effet, depuis le début des années quatre vingt dix, on assiste à une émergence importante de blocs commerciaux régionaux et de zones de libre échange (UE-PTM, Alena, Mercosur, ACP, APEC...).

Un tiers du commerce mondial s'inscrit dans ce que l'on pourrait appeler, les accords d'intégration régionale (AIR, Schiff et Winters (2004)). Ces accords regroupent les accords d'intégration régionale, et les investissements directs. A ce jour, on enregistre près de 200 accords régionaux notifiés à l'organisation mondiale du commerce (OMC) dont 87 soit 45% l'ont été après 1990. Vingt sept pays étaient concernés par ces accords en 1970 contre plus d'une centaine actuellement (OCDE ,2000).

¹ Voir bibliographie pour d'autres références.

Cette diffusion des accords régionaux est perçue différemment par les uns et les autres. Pour certains, c'est une démarche de libéralisation du processus des échanges dans le cadre de la mondialisation ; pour d'autres, c'est au contraire une étape, une alternative, voire une "parade" au processus de globalisation.

Du point de vue de l'analyse économique, le caractère "libéral" des accords d'intégration régionale est discutable (Siroën, 2004) car ces accords sont discriminatoires dans la mesure où l'ouverture consentie aux uns ne l'est pas aux autres. Considéré sous cet angle, les accords apparaissent comme une solution de second rang par rapport au libre échange généralisé (Multilatéral dans le cadre de l'OMC)¹. Ainsi, ces accords d'intégration régionale suscitent des sentiments différents en fonction des divers acteurs en présence. Si les responsables politiques en général accueillent avec optimisme ces accords régionaux, les opinions publiques s'inquiètent de ces regroupements plus par attachement à la souveraineté nationale que par des argumentations économiques.

On avance comme argument en faveur du régionalisme l'augmentation nette des échanges et des gains commerciaux pour les pays partenaires de la zone de libre échange, toutefois cet effet positif de création de commerce propre à une entente de traitement préférentiel peut être atténué par un effet de **détournement de commerce**. Ce dernier effet n'intervient pas dans le cadre d'une libéralisation multilatérale non discriminatoire.

Cependant, l'analyse théorique standard à elle seule n'est pas éclairante sur les effets positifs et /ou négatifs du libre échange régional (Kebabdjian, 2004). Seule une analyse empirique appliquée à chaque

¹ Ce processus de négociation commerciale multilatéral est accompagné un peu près sur la même période par une multiplication des accords régionaux d'intégration, qui constituent une exception aux règles du multilatéralisme¹. La politique commerciale est désormais à cheval entre le multilatéralisme et le régionalisme (Olivier, 2007)

observation peut apporter réellement des éléments explicatifs du processus de l'échange¹.

2-1 : L'intégration commerciale : objet majeur de L'accord d'association Algérie- Union européenne.

On peut dire à la lecture du protocole d'accord que l'accord d'association n'est pas tout à fait un accord d'intégration économique régionale puisqu'il s'agit essentiellement de libérer le commerce entre les pays partenaires même si d'autres domaines figurent comme l'investissement, la coopération économique.....Ect.

L'analyse de l'intégration économique et de l'intégration commerciale régionale comme première étape du processus part de la définition de Balassa (1991) qui relève deux approches de l'intégration :

- une approche statique qui définit l'intégration régionale comme une situation qui désigne l'absence de discrimination entre économies nationales
- et une approche dynamique qui définit l'intégration régionale comme un processus au sein duquel un ensemble de mesures (législation, politique commerciale....) qui vise à supprimer les discriminations entre unités économiques appartenant à différent pays.

Comme nous l'avons souligné, l'accord d'association Algérie- Union européenne traduira d'ici 2017 une situation de zone de libre échange où toutes les formes classiques de protection (par les prix, les quantités) seront abolies, même si la protection indirecte (les marchés publics, les subventions, les barrières administratives et autres barrières non tarifaires continueront d'exister. A ce sujet, seules des réformes structurelles de l'économie peuvent mettre fin totalement à toute forme de barrière. Pour

¹ La littérature théorique sur l'intégration régionale susceptible de décrire et d'analyser les innombrables effets contradictoires est nombreuse et complexe

le moment l'objectif est de réduire à terme le taux de protection nominale, bien que ce soit la réduction du taux de protection effective¹, qui est sensée induire un maximum d'effet de création de commerce.

2-2 : Les effets théoriques attendus d'une zone de libre échange sur le commerce : l'explication par le modèle de Viner en termes de création et/ou de détournement de trafic

Si on réduit l'intégration régionale dans un premier temps à une libéralisation commerciale, L'explication économique à ce phénomène est apportée par le modèle de Viner (1950)² et ses prolongements (Rutherford 1994, De mélo 1997, Siroën 2004....)³. Les analyses qui en découlent ont pour objet de relever les effets contradictoires de l'intégration commerciale régionale sur la dynamique des échanges, sur l'économie (production, investissement, inflation) et sur le bien être collectif. L'effet de création de commerce intervient en principe lorsque la libéralisation (démantèlement tarifaire) permet de passer progressivement à des sources d'approvisionnement moins coûteuses (en termes de prix), en d'autres termes il y'a création dans ce cas de sources d'approvisionnement moins chères en provenance des partenaires de l'Union européenne. Il faut ajouter que ce démantèlement tarifaire⁴ (ceteris-paribus) incite efficacement la production nationale jusque là protégée.

¹ On appelle taux de protection effective d'une branche la variation relative par dinar produit de cette branche Plus la protection nominale sur les intrants est lourde (ceteris- paribus) et plus la protection effective est faible et vice versa .

² L'explication théorique fournie par le modèle de Viner et ses prolongements précités doit être prise avec précaution, car ce modèle générique des effets d'une zone de libre échange (ZLE) sur le commerce repose sur des hypothèses assez restrictives (Schiff et Winters, 2004). Néanmoins, il permet d'emblée de mettre en évidence les effets contradictoires de l'intégration commerciale régionale sur les échanges et par conséquent sur le bien-être

³ Cependant, toute une littérature sur le protectionnisme éducateur d'inspiration keynésienne (Boulanger 2006, Pastré 2006) minimise la portée de ces analyses.

⁴ A condition que les barrières non tarifaires ne se substituent pas aux barrières tarifaires. ?!

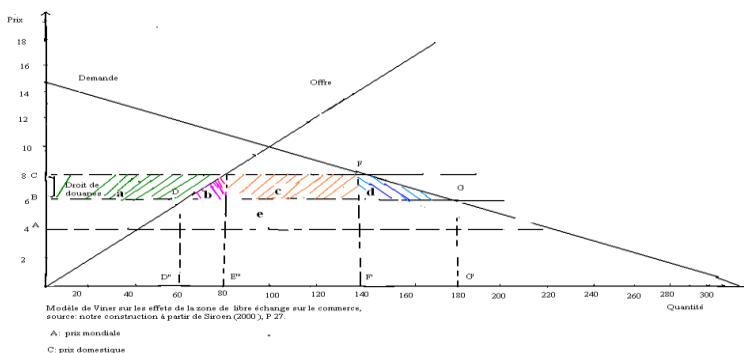
- L'effet de détournement de commerce traduit la situation où la création d'une ZLE ou d'une union douanière fait substituer des importations moins chères en provenance de pays tiers (reste du monde) par les importations plus chères en provenance de pays partenaires de la ZLE. Toutefois, les premières observations statistiques sur les flux des échanges entre l'Algérie et l'Union européenne incitent à analyser s'il n'y a pas de détournement au détriment des pays de l'union ?

Essayons de visualiser graphiquement ces différents effets sur la création et le détournement de trafic (graphique1). Supposons que l'Algérie, plus largement le Maghreb¹ protège sa production de biscuit. Supposons dans ce cas que le prix mondial est de 4 UM et que le prix domestique est de 8 UM. Cet écart de prix peut être maintenu grâce à un tarif douanier de 100%, soit un équivalent de 4 UM. Si le consommateur paie 8 UM, l'économie elle, s'approvisionner au prix mondial de 4 UM. A ce prix de 8, la production nationale protégée est de 80 pour une demande de 140 et par conséquent la quantité importée est de 60. L'Algérie et l'UE décident de former une zone de libre échange, les biscuits français ou turques au prix de 6 UM sont moins chers que les biscuits algériens, mais plus chers que les biscuits syriens par exemple dont le prix est égal à 4 UM (le prix sur le marché mondial).

La suppression des tarifs douaniers entre l'Algérie et la France dans le cadre de l'accord et leur maintien à l'égard du reste du monde rend les biscuits français ou turcs moins chers avec l'hypothèse que la production des biscuits est parfaitement élastique. Contrairement à la production algérienne de biscuits qui est inélastique (voir graphique I)

¹ On peut raisonner à l'échelle des économies du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), toutes les trois concernées par l'accord et par le cumul des règles d'origine.

Graphique 1 : Les effets d'une ZLE sur le commerce



b+d : effets de création de commerce
e : effets de détournement

2.3- Evaluation des effets d'une ZLE en termes de création et de détournement de commerce : un exemple pédagogique

L'accord d'association et le libre échange créent en principe du commerce entre l'Algérie et l'Union européenne. En effet, le démantèlement tarifaire va faire baisser le prix intérieur des biscuits qui va passer de 8 à 6 UM. Cette dynamique des échanges entre l'Algérie et les pays de l'Union dans le cadre de cette nouvelle politique commerciale va avoir des effets sur le consommateur, le producteur et l'Etat à travers la baisse des recettes douanières. Le tableau de synthèse suivant résume à partir du graphique 1 ces gains et ses pertes.

L'exemple didactique montre que la baisse des droits de douanes de 50%, ce qui va faire baisser les prix de 8 à 6 entraîne des effets nets sur la demande et la production qui peuvent être évalués en termes de bien-être pour l'ensemble de l'économie : $a+b+c+d = +320$ et un effet négatif pour le producteur de -140 (-a) et une perte fiscale pour l'Etat de $-(c+e)$ soit un effet net à court terme négatif de -60 ($b+d - e$). Ainsi on peut évaluer l'effet net de création de trafic à 60 et l'effet de détournement de trafic à (-120).

La nature favorable de l'impact de l'accord d'association se traduit par des effets de création de commerce importants et par des effets de détournement faibles. Cependant, l'impact de l'accord sur le bien être est tributaire d'un certain nombre de facteurs dont la conjugaison favorable assure le succès¹.

- On relève parmi ces facteurs (Siroën 2004) les écarts de compétitivité entre pays membres. En effet un prix turc des biscuits plus proche du prix mondial est donc plus éloigné du prix algérien pourrait avoir un détournement de commerce plus faible ($\epsilon=120$) et un effet de création plus élevé. L'égalisation du prix turc et du prix mondial des biscuits a pour conséquence d'annuler carrément l'effet de détournement au profit d'un effet de création.

- Par ailleurs, une protection initiale plus élevée a pour conséquence également de réduire l'effet de détournement au profit d'un effet création.

- Une baisse du tarif extérieur commun (TEC) en cas d'une union douanière, tendrait aussi à réduire cet effet de détournement.

Par ailleurs,

- Un différentiel de coût et de prix substantiel entre le reste du Monde et les pays partenaires peut inciter au détournement de trafic.

- D'autres obstacles, comme les coûts de transports, les barrières non tarifaires, les structures logistiques peuvent annuler l'efficacité du démantèlement tarifaire. En effet, c'est le cas où les coûts douaniers sont insignifiants pour l'exportateur par rapport aux autres coûts liés à l'échange, le détournement de trafic est insensible au changement de la politique commerciale.

¹ Toutefois, les travaux empiriques menés sur cette question notamment au niveau de l'Union européenne sont restés ambigus dans leurs conclusions en termes d'importance des gains ou des pertes

- Le degré de substitution possible entre les produits des pays partenaires influent grandement sur les sources d'approvisionnement plus les produits échangés ne sont pas substituables et moins il y' aura de détournement.

- Et enfin, la taille des économies concernée influence les effets sur le détournement et la création de commerce. Un accord d'intégration commerciale régionale entre deux petites pays a plus de chance de produire plus de détournement que de création car la taille du partenaire est tellement petite qu'il est dans l'incapacité de satisfaire la demande extérieure de son client, surtout si la demande d'importation est un produit homogène. Cela, aura pour conséquence pour le pays importateur de détourner ses approvisionnements au profit d'une autre source du reste du monde avec un prix mondial majoré des droits de douanes.

L'analyse menée repose sur un double éclairage théorique¹ :

- Celui d'une théorie classique et néoclassique du commerce international (Ricardo, HOS, Viner) qui situe l'analyse des coûts comparatifs et des dotations factorielles en terme de statistique comparative, sur des hypothèses assez restrictives (petites taille des pays échangiste, élasticité des offres d'importations, homogénéité des produits, concurrence pure et parfaite)².

- Et celui de la nouvelle théorie du commerce international³ (théorie de la géographie économique, théorie de l'intégration), considérée comme complémentaire à la première, elle introduit les hypothèses de

¹ Nous n'avons pas la prétention de développer ces théories, mais juste d'approcher simplement quelques aspects liés à la question de la création et eu détournement du commerce. Pour plus de développement, voir Rainelli (2005)

² (Siroën 2004)

³ (Krugman, 1991, 1995...)

concurrence imparfaite, de la différenciation des produits, des économies d'échelle et des rendements croissants.

III- Quelques effets théoriques attendus: des coûts à court terme et des avantages à long terme

Les analyses (FMI, 2006) de l'impact de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Algérie identifie en gros des coûts économiques à court terme et des avantages plutôt à long terme. Les coûts se résument en une baisse des recettes budgétaires, un détournement du trafic des échanges et un chômage de transition lié à la restructuration des entreprises.

Les avantages potentiels à plus long terme peuvent se traduire par des gains de bien être, une augmentation de l'investissement direct étranger, une hausse de la productivité et une croissance potentielle plus robuste.

3-1 : l'impact en termes d'avantages : Même s'il est plus facile de mesurer les coûts que les avantages, la création d'une zone de libre échange entre l'Algérie et l'Union européenne peut induire une stimulation du commerce car les obstacles tarifaires et non tarifaires auront tendance à se réduire. Cependant, l'accord peut induire également une réorientation des courants des échanges. Ce détournement de trafic susceptible de se produire peut affecter ce bien être dans le cas où le partenaire commercial (UE) n'est pas aussi efficace que le reste du monde. Selon les analyses du FMI, ce risque est plus élevé pour l'Algérie que la Tunisie ou le Maroc parce qu'actuellement le volume des importations de nos deux voisins est plus important (75%) que les importations de l'Algérie de l'UE (60% en moyenne).

L'autre avantage potentiel, c'est l'augmentation des IDE qui peuvent induire bien entendu des gains importants de productivité et d'efficacité,

une intensification de la concurrence et une propagation plus accrue de l'innovation et de la technologie.

3-2 : l'impact en termes de coûts : D'une façon générale, on estime cet impact à court terme en termes de coût sur deux niveaux : sur le plan budgétaire et ses conséquences sur la balance des paiements d'une part et sur le plan du redéploiement et de la restructuration industrielle et ses conséquences que l'emploi d'autre part

L'impact budgétaire : On estime (FMI, 2006) que l'impact de l'accord d'association sur le budget de l'Etat peut se traduire par des pertes de recettes de l'ordre de 0.1% du PIB en 2005 à 0.4 en 2006, pour atteindre 2% du PIB en 2017.¹ Toutefois, on relève qu'une augmentation potentielle de la croissance peut largement atténuer ces pertes budgétaires.

Cet effet, sur le budget ne sera pas sans conséquences sur la balance des paiements, car on s'attend à un emballement de l'investissement, notamment public et de la consommation (privée) face à un niveau d'épargne plus bas ; ce qui se traduira par une réduction de l'excédent du compte des opérations courantes. Ce scénario bien entendu repose sur le prix élevé du pétrole actuellement, mais ses fluctuations peuvent infléchir ces tendances.

b. L'Impact en termes de redéploiement et de Restructuration industrielle ...: L'instauration de la zone de libre échange va contraindre l'industrie domestique à supporter des coûts d'ajustement transitoires dont les conséquences affecteront à la baisse production et/ ou les revenus. Un ajustement structurel est nécessaire et peut être accéléré sous l'effet des politiques publiques nationales (politique de privatisation,

¹ Pour avoir une idée, sur cette perspective de perte de recettes budgétaires. Si avant l'accord, (2004), toujours selon le FMI, les recettes provenant des droits de droits représentaient d'environ 2.1% du PIB et la TVA, 4.6% du PIB, après l'accord on estime les pertes de recettes à environ ¼ des impôts indirects sur la consommation.

politique industrielle et mise à niveau, accès au crédit, recapitalisation des entreprises publiques ...bref, de la conduite et de la poursuite des réformes).

c) les conséquences sur l'emploi.... Le redéploiement et la restructuration industrielle qui découlerait de l'application de l'accord peut induire dans un premier temps surtout des abondons d'activité et/ou des changements d'activité dans des créneaux plus rentables et plus intensifs en capital qu'en travail ...ce qui peut faire apparaître à court terme un chômage de transition¹. Pour l'Algérie, ce coût d'ajustement social peut être perceptible à compter de la troisième année de l'entrée en vigueur de l'accord car c'est à ce terme que la réduction des droits de douanes affectera substantiellement les secteurs de production de biens concurrentiels. Toutefois, ce coût peut être amorti par des politiques publiques d'emploi soutenues et par la réforme du droit social vers une plus grande flexibilité du marché du travail.

¹ Bien qu'il n'y ait pas d'estimation de ces coûts d'ajustement social pour l'Algérie, on évalue ces coûts pour la Tunisie (Rutherford, 1995) à 4% du PIB.

BIBLIOGRAPHIE

- [1] Abdelmalki L., Sandretto R., La nouvelle géographie du commerce international, Documentation française N° 325, (2005).
- [2] Ait Habouche A., Zone de libre échange et Investissement direct étranger ; une question d'attractivité et d'ancrage territorial, In Régionalisation et mondialisation, CREAD et Université de Bejaia (2003).
- [3] Baldwin R., The causes of regionalism, the world economy, (1997).
- [4] Calmette M.F, Maurel C., création de trafic et effet de substitution : le point de vue des pays de l'union avec application à la région Midi-Pyrénées, Economie appliquée, N°3, (1989), 7-124.
- [5] Clerc D., De la spécialisation à l'intégration, Numéro hors série, Revue Alternatives, (2004).
- [6] Donald H, Oliver, L'OMC entre régionalisme et multilatéralisme, Problèmes économiques N°2915, Janvier (2007), Documentation française.
- [7] FMI, Algérie : questions choisies, l'accord d'association de l'Algérie avec l'UE, conséquences et défis, rapport N°06/101, Mars, (2006).
- [8] Hugon PH, Intégration régionale : normes et institutions régionalisation, Revue région et développement, N° 22, (2005).
- [90] -Kebabdjian G, Le libre échange euro- maghrébin : une évaluation macro-économique, revue Tiers Monde, (1995).
- [10] Kebabdjian G, , Economie politique du régionalisme : le cas euro- méditerranéen, Région et Développement, n°19, (2004), 151-184.

[11] Krugman P.R et Obstfeld M., Economie internationale. Editions Premises, (1995).

[12] Ministère de la PMEA, Algérie, Accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne, (2005).

[13] OCDE, Les politiques commerciales de l'UE et leurs effets économiques, Décembre, (2000).

[14] Perrault J.L, La politique commerciale à l'angle des rapports de force : le mécanisme d'examen des politiques commerciales de l'OMC, Documentation française N° 325, (2005), 68-72.

[15] Rainelli M., Les théories du commerce international, Documentation française N° 325, (2005), 28-38.

[16] Regnault H, , Libre échange Nord-Sud et typologies des formes d'internationalisation des économies, Région et développement, n° 22, (2005).

[17] -Rutherford T.F., L'accord de libre échange entre le Maroc et la CEE : une évaluation quantitative, Revue économie de développement, juin, (1994).

[18] - Schiff M, Winters L.A, Intégration régionale et développement, Paris, (2004), Economica.

[19] - Siroën J-M., La régionalisation de l'économie mondiale, Paris, La Découverte, (2004).

[20] Viner J., the customs union issue, Carnegie, Foundation for international peace, (1950).